



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

A R R Ê T É

n° 2013317-0006 du 13 NOV. 2013

portant prescriptions complémentaires à la Ville de Cernay
pour son ancien site de carrière remblayée de Cernay, s'agissant de la surveillance de la
qualité des eaux souterraines, au titre du titre 1er du livre V du code de l'environnement

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment l'article R. 512-31,
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le SDAGE du Bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2009,
- VU le SAGE III - Nappe-Rhin, approuvé le 17 janvier 2005,
- VU la circulaire du 5 novembre 2007 relative la bancarisation des données issues de l'autosurveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2781 du 25 juillet 1986 (*autorisation de poursuivre l'exploitation jusqu'au 13 octobre 1992 ; remise en état par remblaiement avec des matériaux inertes et contrôlés*),
- VU l'arrêté préfectoral n°931693 du 26 octobre 1993 (*prescriptions complémentaires : délai supplémentaire de 4 ans pour achever la remise en état du site, qualité des matériaux à utiliser pour le remblaiement de la carrière, des contrôles à réaliser sur les matériaux utilisés pour le remblaiement, surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique de la carrière*),
- VU la déclaration de cessation définitive et remise en état du site, de la Ville de Cernay du 27 mai 2002,
- VU le procès verbal de récolement du 11 juin 2002, demandant toutefois à la Ville de Cernay de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1993 susvisé,
- VU le rapport ICF Environnement n°ALR/12/096A, 2-V1 du 16 mai 2013, qui fait un récapitulatif des résultats d'analyses depuis avril 1999,

- VU** la demande de la Ville de Cernay du 26 juin 2013 demandant un allègement et une actualisation des prescriptions de surveillance de la qualité des eaux souterraines, pour son ancienne carrière communale remblayée,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 05 08 2013,
- VU** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation « carrières », en date du 9 octobre 2013,

CONSIDÉRANT que l'ancienne carrière de la Ville de Cernay a été remise en état par remblaiement,

CONSIDÉRANT les résultats de la surveillance assurée par l'exploitant, en amont latéral et en aval hydraulique de l'ancienne carrière communale de la ville de Cernay, à Cernay, qui permettent de réviser la liste des paramètres de surveillance imposés à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1993 susvisé,

CONSIDERANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adapter les dispositions actuellement imposées à l'exploitant, en matière de surveillance de la qualité des eaux souterraines,

CONSIDERANT que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées, et des sites pollués, dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé, et qu'il est donc important désormais d'intégrer dans les prescriptions d'auto-surveillance des eaux souterraines les codifications exigées par la bancarisation,

APRÈS communication du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'ARRÊTE

La Ville de Cernay, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est BP 20220 -26 rue James Barbier – 68074 CERNAY cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants qui s'appliquent à son ancien site de carrière, remblayée, de Cernay, tel que défini au plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : PRESCRIPTIONS D'EXPLOITER ABROGEES

Les prescriptions de l'article 3-2 de l'arrêté préfectoral n° 931693 du 26 octobre 1993 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions des articles suivants.

Article 3 : EAU- Surveillance des effets sur l'environnement

Article 3.1 - RESEAU DE SURVEILLANCE

L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique de sa décharge historique.

Article 3.1.1 : conception du réseau

Le réseau de surveillance se compose **actuellement** des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)
412-4X 320	PzOuest1 Amont latéral de la carrière
412-4X-319	Pz Aval Est de la carrière

Les emplacements des ouvrages sont définis aux plans **annexes 1** au présent arrêté.

Article 3.1.2 - Gestion du réseau de surveillance

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire. Les ouvrages doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements :

- les têtes de puits doivent être fermées,
- le dispositif de fermeture doit être cadenassé.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 3.1.3 – Nivelage pour suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines au droit et à proximité du site.

Article 3.1.4 – Dispositions particulières de conception et protection des têtes d'ouvrage :

Lors de la réalisation de tout nouvel ouvrage :

- il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de ruissellement de chacune des têtes de piézomètres. Cette margelle est de 3m² au minimum autour de chaque tête et de 0,30m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.
- la tête des piézomètres s'élève au moins à 0,50m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du terrain naturel,
- un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête des piézomètres. Il doit permettre un parfait isolement du piézomètre des inondations et de toute pollution par des eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du piézomètre est interdit par un dispositif de sécurité.

S'agissant des ouvrages existant, et qui ne bénéficieraient pas de la réalisation d'une margelle bétonnée de sécurité, telle que définie au présent article, l'exploitant prend les mesures nécessaires à :

- protéger l'ouvrage,
- s'assurer que la tête de l'ouvrage soit toujours située à au moins 0,50m au-dessus du terrain avoisinant.

Article 3.1.5 En cas de création d'ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un forage (*notamment les puits de surveillance*) :

- toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Des recommandations techniques figurent en **annexe 2** du présent arrêté,
- l'exploitant fait inscrire le nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Il informera le préfet des codes BSS.

Article 3.2 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Article 3.2.1 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

A la notification du présent arrêté, l'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées, selon les dispositions définies aux tableaux ci-dessous :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
412-4X 320	Pz Ouest Amont latéral de la carrière	<i>Annuelle en période de hautes eaux : mai/juin</i>	PH	1302
			Conductivité	1303
			Ammonium	1335
			Chlorures	1337
			COT	1841
			Sulfates	1338
			Arsenic- As	1369
			Manganèse- Mn	1394
			Aluminium- Al	1370
			Mercure-Hg	1387
			Trichloroéthylène	1286
			Tétrachloroéthylène	1272
			Chlorures de vinyle	1753
412-4X-319	Pz Aval Est de la carrière	<i>Semestrielle en périodes de : - basses eaux : octobre/novembre - hautes eaux : mai/juin</i>	Atrazine	1107
			PH	1302
			Conductivité	1303
			Ammonium	1335
			Chlorures	1337
			COT	1841
			Sulfates	1338
			Arsenic- As	1369
			Manganèse- Mn	1394
			Aluminium- Al	1370
			Mercure-Hg	1387
			Trichloroéthylène	1286
			Tétrachloroéthylène	1272
			Atrazine	1107
		<i>Annuelle en période de hautes eaux : mai/juin</i>	Chlorures de vinyle	1753

Par ailleurs :

- un contrôle de la qualité des eaux souterraines portant sur :
 - un nombre de puits de surveillance plus important que celui actuellement défini,

- un nombre de paramètres plus important que celui actuellement défini, pourra ultérieurement être exigé par le Préfet,
- en fonction des résultats de surveillance, la fréquence de surveillance, ainsi que les paramètres à surveiller, pourront ultérieurement être revus.

Article 3.2.2 - Suivi piézométrique

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé **1 fois par an, en période de hautes eaux (mai/juin)**.

Sur la base des niveaux piézométriques des puits de surveillance affectés à l'ancienne carrière communale remblayée, et des autres ouvrages de surveillance de proximité, l'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 3.2.3 – Interprétation des résultats et Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

- il s'attachera notamment à l'impact que peut avoir le battement de la nappe sur les résultats d'analyses,
- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 3.2.4- Analyse et transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires au plus tard les :

- 15 juillet de l'année « n » (pour le 1^{er} contrôle semestriel (*hautes eaux*) de l'année « n »)
- 15 janvier de l'année « n+1 » (pour le 2^{ème} contrôle semestriel (*basses eaux*) de l'année « n »).

L'exploitant joint **une fois par an** aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec localisation des piézomètres.

Pour la présentation des résultats, l'exploitant pourra se reporter à **l'annexe 3** du présent arrêté.

L'exploitant adresse au Préfet, **tous les quatre (4) ans**, un bilan de la surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement :

- soit réalisé en application de l'article R 512-8-II-1° du Code de l'Environnement,
- soit reconstitué,
- ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Le prochain bilan quadriennal devra être adressé au préfet **au plus tard le 15 juillet 2017, puis tous les 4 ans**.

Article 3.3 - MODIFICATIONS

Toute modification apportée par l'exploitant à son établissement, à ses installations, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Ces derniers porteront entre autres sur la pertinence des modalités de surveillance des eaux souterraines en place (*position des ouvrages, paramètres, fréquences*).

Article 4- FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - PUBLICITE

Conformément à l'article R 512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Cernay et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L) chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de la commune de CERNAY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le **13 NOV.**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Xavier BARROIS

Délais et voies de recours (article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Annexe 1

PLANS :

- plan de situation du site de la carrière de la Ville de CERNAY à CERNAY
- plan de situation des 2 puits de surveillance de la qualité des eaux souterraines

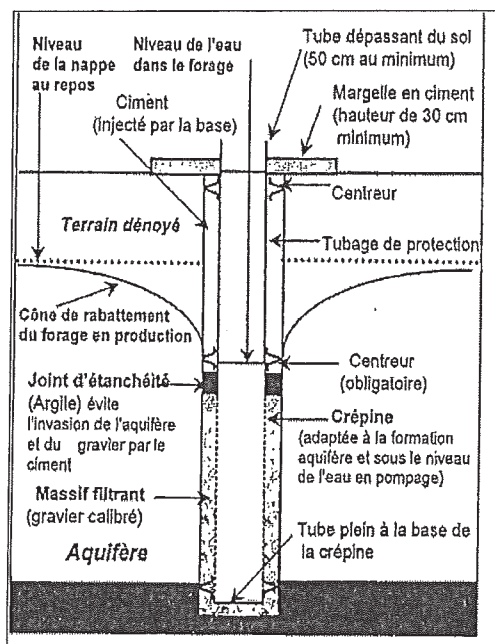
Annexe 2

Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un forage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur, compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes, avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche

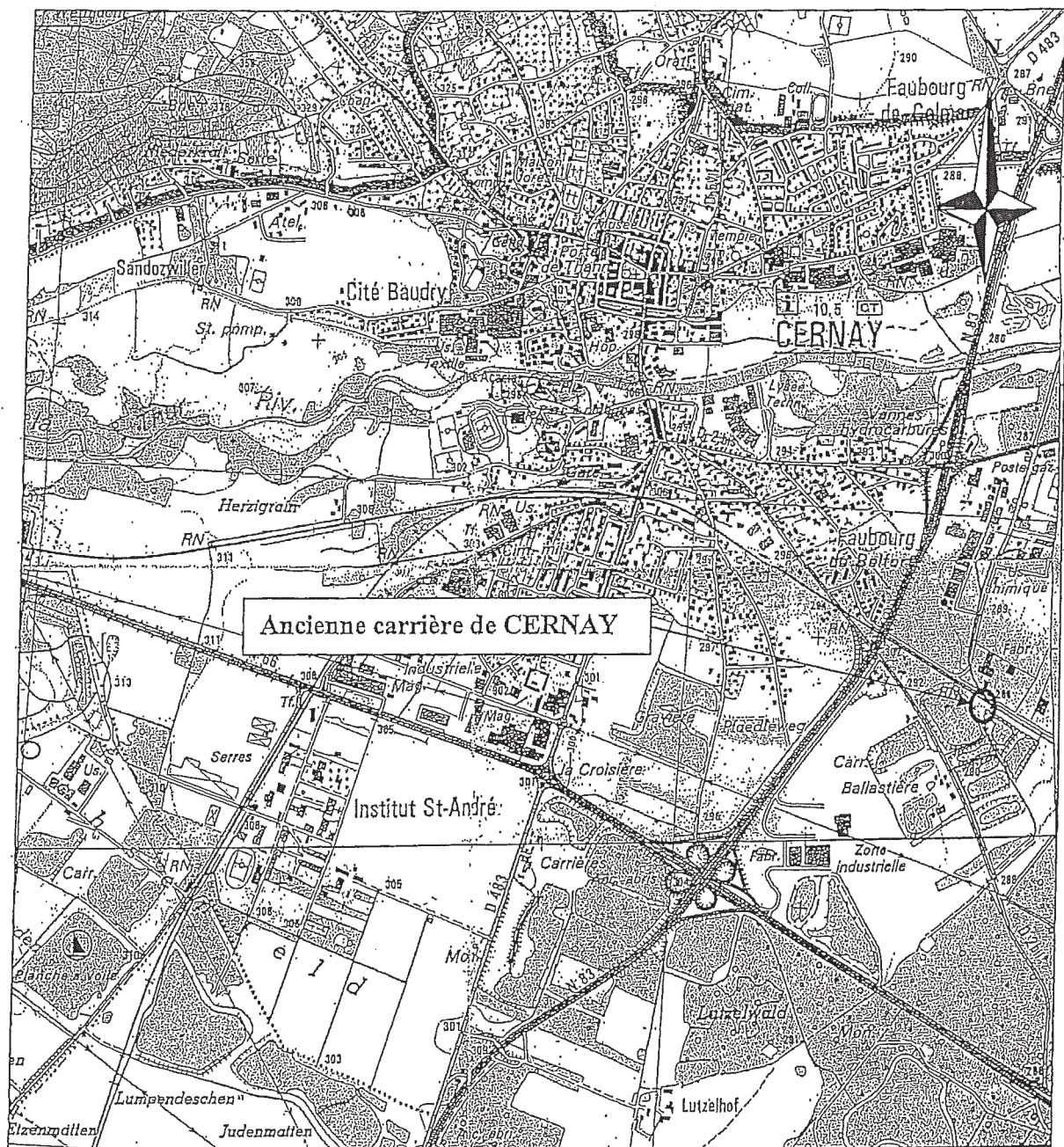
imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.

- La tête du forage doit dépasser le terrain naturel d'au moins 50 cm ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche.
- Les ouvrages doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements :
 - les têtes de puits doivent être fermées,
 - le dispositif de fermeture doit être cadénassé..
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport.



Annexe 3

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE						
Codification locale	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique		Nivellement	
ANALYSES						
Fréquence	Date					
RESULTATS						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur limite	Origine de la valeur limite

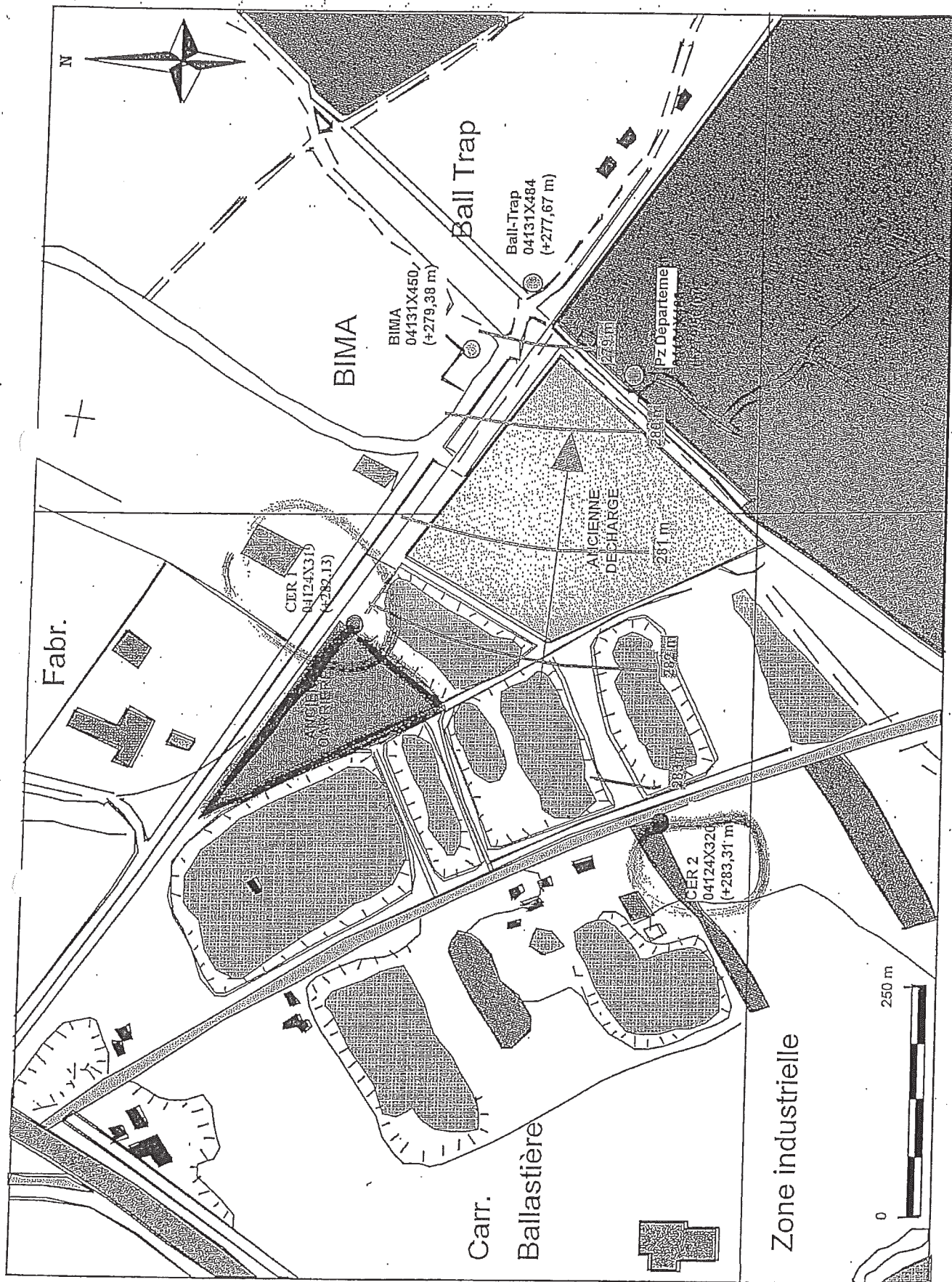


0 250 500 750 1000 1250 m

Annexe 1 : Plan de localisation de l'ancienne carrière de Cernay



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour N° 2013317-0006
Colmar, le 19 NOV. 2013



VU pour être annexé à l'arrêt
 préfectoral de ce jour **2903317-0006**
 Colmar, le **13 NOV. 2013**